

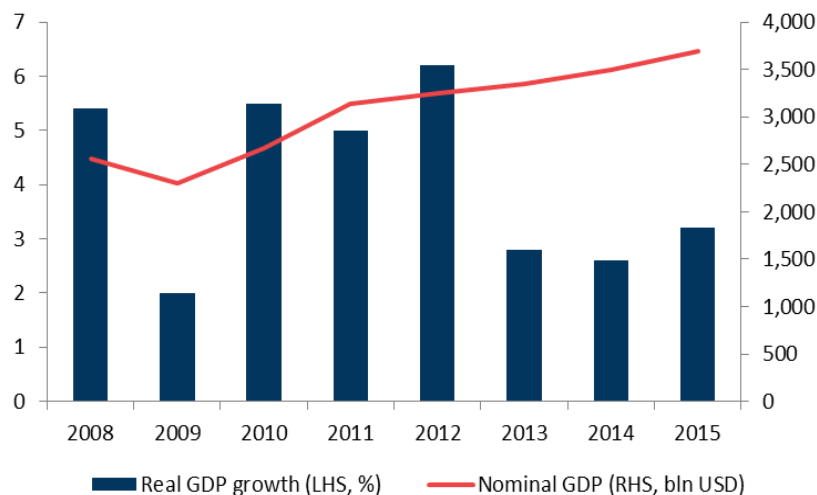
Istanbul, le 15 janvier 2015

Moyen-Orient et Afrique du Nord : des progrès accomplis depuis le « printemps arabe », mais attention à l'effet de la baisse du prix du pétrole

- L'activité économique devrait accélérer quelque peu dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord en 2015.
- La solide dynamique de croissance se maintient dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et la reprise économique se confirme au sein des pays importateurs de pétrole.
- La forte baisse des cours mondiaux du pétrole constitue un risque pour les premiers, mais une opportunité pour les seconds.
- Les pays exportateurs de pétrole ont commencé à diversifier leur économie, mais ils restent fortement tributaires du secteur des hydrocarbures en termes de recettes budgétaires et de recettes d'exportation.
- Les pays importateurs de pétrole sont confrontés à des risques accrus de tensions géopolitiques.
- Le Maroc et la Tunisie devraient bénéficier de la reprise en Europe et d'une plus grande stabilité sur le plan politique.

Après une période de troubles d'ordre politique et social, l'activité économique s'intensifie dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La croissance devrait s'établir à 2,6 % en 2014 et s'accélérer pour atteindre 3,2 % en 2015, à la faveur de la reprise économique mondiale et des signes avant-coureurs d'un consensus politique dans certains pays de la région. Toutefois, les chiffres de croissance continueront à se maintenir sous la barre des 5,4 %, moyenne affichée durant la période 2000-2010.

Évolution de la croissance dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord



Les pays du CCG devraient enregistrer une croissance de 4,2 % en 2014 et de 4,1 % en 2015, se plaçant ainsi au premier rang en termes de croissance économique dans la région grâce à de solides activités hors hydrocarbures et d'importants excédents budgétaires. Les politiques de diversification ont permis à la région CCG de soutenir les secteurs hors hydrocarbures. Au sein des pays du CCG, la contribution du secteur des hydrocarbures au PIB a globalement diminué, passant de 41 % en 2000 à 33 % en 2014. Ces pays bénéficient également de solides fondamentaux financiers, et notamment de très importants actifs au sein de leurs fonds souverains et d'excédents extérieurs. Toutefois, la forte baisse des cours du pétrole devrait peser sur les chiffres de croissance et les soldes budgétaires en 2015.

En ce qui concerne les pays importateurs de pétrole (Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie), la reprise du tourisme, le regain de confiance des investisseurs et la relance des exportations devraient, dans un contexte de reprise au sein des pays européens, contribuer de manière positive à la croissance. Par ailleurs, de nombreux pays importateurs de pétrole ont annoncé des plans de relance pour soutenir l'activité économique au lendemain des troubles sociaux. La croissance des pays importateurs de pétrole est attendue autour de 2,5 % en 2014 et de 3,4 % en 2015. Cela étant, ces pays connaissent des taux de chômage, des déficits budgétaires et des déficits courants élevés. Le niveau de la dette publique l'est également. La situation devrait néanmoins s'améliorer à la faveur de la reprise de l'activité économique et des réformes incitatives.

Prévisions de croissance du PIB réel (%)

	2010	2011	2012	2013	2014f	2015f
MENA	5.5	5	6.2	2.8	2.6	3.2
Algeria	3.6	2.8	3.3	2.8	3.5	3.2
Bahrain	4.3	2.1	3.4	5.3	3.9	3
Egypt	5.1	1.8	2.2	2.1	2.2	3.5
Iran	6.6	3.9	-6.6	-1.9	1.7	2.2
Jordan	2.3	2.6	2.6	2.9	3.3	3.8
Kuwait	-2.4	10.2	8.3	-0.4	2.2	2.5
Lebanon	8	2	2.5	1.5	1.5	2.5
Morocco	3.6	5	2.7	4.4	2.9	4.2
Oman	4.8	4.1	5.8	4.8	3.8	4
Qatar	16.7	13	6.1	6.5	5.9	6.7
Saudi Arabia	7.4	8.6	5.8	4	4.2	3.8
Tunisia	2.6	-1.9	3.7	2.3	2.8	3.9
UAE	1.6	4.9	4.7	5.2	4.3	4.2

En revanche, l'instabilité régionale pèse sur les performances économiques de certains pays comme l'Irak et la Libye.

« La divergence entre les pays exportateurs et les pays importateurs de pétrole se maintient et les taux de croissance restent inférieurs à la moyenne affichée durant la période 2000-2010 pour les deux groupes. La plupart des pays du CCG ont néanmoins pu échapper aux tensions géopolitiques, ce qui leur a permis de continuer à attirer les investissements étrangers et à enregistrer de solides taux de croissance. Ces pays continuent d'investir massivement dans les secteurs non pétroliers afin de transformer leur économie. Cela réduit également leur vulnérabilité face au risque d'effondrement des prix de l'énergie. Par conséquent, Coface se

montre plus optimiste en ce qui concerne l'environnement économique dans ces pays. Mais certains défis restent à relever, notamment en ce qui concerne la future détérioration des soldes budgétaires liée à la baisse des cours du pétrole, la lourdeur de la bureaucratie et l'amélioration de la transparence. L'impact de la crise sociale et politique a été plus marqué dans les pays importateurs de pétrole. Ces pays restent confrontés à des incertitudes politiques, un niveau élevé de chômage et de dette publique, un fort déficit courant et des déséquilibres budgétaires. Cependant, ils progressent également en termes de réformes structurelles en vue d'améliorer leurs performances budgétaires, les conditions du marché de l'emploi et l'environnement des entreprises. La Tunisie et le Maroc devraient afficher les meilleures performances économiques en raison de la reprise économique en Europe, » a déclaré Seltem LYIGUN, économiste de Coface pour la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Secteur des hydrocarbures : vigueur régionale exposée à la volatilité des prix, poids des tensions régionales

Les économies des pays du CCG dépendent de la production pétrolière, la région possédant les plus importantes réserves avérées au monde. Les réserves du Koweït, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabes Unis représentaient fin 2013 près de 41 % des réserves avérées de pétrole brut de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Ce secteur constitue la principale source de recettes d'exportation et de recettes budgétaires pour les pays du CCG. Les revenus issus des hydrocarbures permettent également de financer le développement d'autres industries. La chute des prix du pétrole pourrait entraîner une baisse des recettes budgétaires et des recettes d'exportation. Elle est également susceptible de peser sur la confiance des investisseurs vis-à-vis de certains projets en raison de la compression des marges bénéficiaires des entreprises et d'entraîner ainsi des retards ou des annulations. Ce phénomène pourrait aussi rendre difficile toute hausse des dépenses sociales et d'investissement et donc de peser sur l'évolution de la croissance.

Secteur textile : en phase de reprise après la période d'instabilité

Le textile et l'habillement font partie des secteurs d'activité traditionnels des pays nord-africains et occupent une place importante en termes d'emploi et de production industrielle. Au Maroc, le secteur textile est le plus gros employeur de main-d'œuvre industrielle (40 % du total). Il représente 10 % du PIB et 20 % des exportations. En Tunisie, le secteur du textile et de l'habillement est le deuxième secteur exportateur parmi les industries manufacturières, avec 19 % des exportations totales du pays. Sa part de l'emploi total s'élevait à 7 % au premier trimestre 2014. La concentration des exportations de produits textiles dans les pays européens, le pouvoir de négociation des clients sur les producteurs, l'accès limité au financement et l'instabilité politique constituent les principaux risques pesant sur ce secteur.

MEDIA CONTACTS

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com
Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com



C O M M U N I Q U É D E
P R E S S E

About Coface

The Coface Group, a worldwide leader in credit insurance, offers companies around the globe solutions to protect them against the risk of financial default of their clients, both on the domestic market and for export. In 2013, the Group, supported by its 4,440 staff, posted a consolidated turnover of €1.440 billion. Present directly or indirectly in 98 countries, it secures transactions of over 37,000 companies in more than 200 countries. Each quarter, Coface publishes its assessments of country risk for 160 countries, based on its unique knowledge of companies' payment behaviour and on the expertise of its 350 underwriters located close to clients and their debtors.

In France, Coface manages export public guarantees on behalf of the French State.

www.coface.com

Coface SA. is listed on Euronext Paris – Compartment A
ISIN: FR0010667147 / Ticker: COFA

